

leurs devoirs et leurs Offices en les désignant *duâores exercitus*.

Tous ces grands Officiers étoient choisis par les francs tenanciers comme le sont de nos jours les Chevaliers des Comtés, tels qu'étoient anciennement les conservateurs ou Juges de Paix et comme le sont encore les *Coroners* et *Verdredors* (hommes de beaucoup de pouvoir autrefois) *par Writ* dans les Cours de Comtés.

Le peuple jouissoit de tems immémorial de ces grands pouvoirs et privilèges et ce sont des preuves plus authentiques de notre Constitution que les écrits de nos historiens modernes, si nous montrent mieux la liberté innée que le peuple possédoit par l'ancienne constitution de notre Gouvernement que les nouvelles doctrines de nos derniers écrivains, et ils prouvent que les privilèges et libertés dont nous jouissons encore ne nous viennent pas de la faveur Royale, comme ces nouvelistes voudroient l'insinuer.

CHAPITRE II.

De la dignité et de l'excellence des Parlements.

LE Parlement est le fondement et la base du Gouvernement et conséquemment de la paix et du bonheur du Royaume ; comme c'est lui qui fait les Loix qui nous régissent et gouvernent en paix et tranquillité, c'est aussi lui qui les maintient dans toute leur force et autorité : il surveille la religion, de crainte qu'elle ne soit supplantée et altérée par des innovations erronées, ou que sa vérité et la substance ne soient ébranlées par des formalités, de vaines pompes et des cérémonies inutiles. Il est le *préservatif* des droits et libertés du sujet et le *correctif* de l'injustice et de l'oppression ; et afin que la justice soit également rendue à tous, et que chaque individu jouisse de son avantage et de sa protection, lui seul peut pourvoir aux besoins communs et prévenir les craintes publiques ; en sorte que je puis bien dire que non seulement la paix, le bonheur & le bien être du Royaume, mais encore sa propre existence ne peut se trouver

ailleurs que dans le Parlement qui est la base sur laquelle est établi tout le système du bien public.

Le Parlement est le cabinet où sont déposés les principaux joyaux de la Couronne et du Royaume. Ce sont les Parlements qui savent le plus efficacement exercer et maintenir la grande prérogative du Roi et la liberté du peuple.

ib. 387. Les Parlements sont les boulevards et les piliers de la liberté du sujet & font de l'Angleterre une monarchie libre.

ib. 752. Les Parlements sont, disoit le Comte de Warwick, Grand Amiral, à John Pym Ecuier, le 6me Juillet, 1742, le grand Conseil par l'autorité du quel les Rois d'Angleterre ont toujours parlé à leur peuple.

ib. 702. Les deux Chambres du Parlement sont les yeux du corps politique, avec lesquels sa Majesté doit discerner, suivant la Constitution du Royaume, la différence des choses qui concernent la paix et la sûreté publique.

Le Parlement est l'organe du Roi et du Royaume *vox Dei*.

Les Parlements, disoit le Roi Charles I. dans sa déclaration à ses bien aimés sujets après la victoire d'Edgehill le 23e. Octobre, 1642. sont les seuls et véritables remèdes aux malheurs naissans que le

Russw. col.
3d. part vol.
2. p. 40.

tems

tems et les circonstances ont fait et feront naître dans ce Royaume; sans eux le bonheur du Roi et du peuple ne peut être de longue durée.

On doit considérer le Parlement sous trois points de vue différents. Le 1er. que c'est un Conseil pour aviser. Le 2e. que c'est une Cour pour juger. Le 3e. que c'est un corps représentant tout le Royaume pour faire, abroger et corriger les Loix.

ib: p. 459

L'Assemblée des trois Estates, c'est-à-savoir, Roi, Nobility et Commons, qui sont le Corps del Realm, est appellé un Parliament, et leur decree, un acte de Parliament; car sans tous trois (comme si soit fait per Roi & Seigneurs, mes rien parle del Commons) n'est aucun acte de Parliament.

Finch's ne.
motecnia lib
2. c. 1. fol.
211.

C'est-à-dire l'assemblée des trois états, sçavoir, le Roi, la noblesse et le tiers état ou les communes, qui sont le corps du Royaume, est appelée le *Parlement* et leur décret un acte du Parlement; et sans la concurrence des trois (comme s'il étoit fait par le Roi et les Lords, sans mention des Communes) ce ne seroit pas un acte du Parlement.

Lors du rétablissement de Charles II. les Communes résolurent, que la Chambre convenoit avec les Lords, avouoit et déclaroit que conformément aux Loix anciennes et fondamentales du Royaume,

E 2

le

le Gouvernement d'icelui est et doit-être, par le *Roi*, les *Lords* et les *Communes*.

Le mot *Parlement* à un double sens.

Le 1er. stricte, puisqu'il comprend le pouvoir législatif d'Angleterre, comme quand nous disons un *Acte du Parlement* et dans ce sens il comprend nécessairement le *Roi*, les *Lords* et les *Communes* qui ont chacun une voix négative en passant les Loix, et sans la concurrence unanime desquels on ne peut faire de Loix nouvelles qui puissent obliger les sujets.

Le 2e. vulgaire, quand on en fait usage pour désigner les deux Chambres des *Lords* et des *Communes*, comme quand nous disons le *Roi assemblera un Parlement*, ou *sa Majesté a dissout son Parlement*, &c.

Cette Cour est la plus haute Cour en Angleterre, où le Prince siege en personne et y vient ordinairement à l'ouverture et à la clôture du Parlement et chaque fois qu'il lui plaît pendant qu'il tient. Le *Roi* est le *Caput principium et finis* des Parlements.

Il y a des exemples que quand il s'est tenu un Parlement en l'absence du *Roi* il y avoit toujours un *custos regni* ou un *locum tenens regis* appointé.

Cette Cour consiste dans la Majesté du *Roi* qui y siege dans sa capacité royale

royale politique et dans les trois Etats du Royaume, savoir, les *Lords Spirituels*, Archevêques et Evêques, qui y siegent par succession par rapport à leurs Comtés ou Baronies, partie de leurs Evêchés, les *Lords temporels*, Ducs, Marquis, Comtes, Vicomtes et Barons qui y siegent en raison de leurs dignités qu'ils tiennent d'héritage ou de création, et chacun d'eux tant spirituel que temporel doit avoir une sommation *ex debito iusticia*; et les *Communes du Royaume*, dont les uns sont Chevaliers des Comtés, Citoyens des villes et Bourgeois des bourgs, en consequence d'un ordre du *Roi ex debito iusticia*, et dont on ne doit omettre aucun, et qui représentent tout le tiers état du Royaume entier & auxquels leur intérêt est confié.

Le *Roi* et ces trois Etats sont la grande corporation ou le Corps politique du Royaume et siegent dans deux appartements. Le *Roi* et les *Lords* dans un que l'on appelle *the Lords House* la Chambre des *Lords*; les Chevaliers, Citoyens et Bourgeois dans l'autre que l'on appelle *the House of Commons*, la Chambre des *Communes*.

Ce qui est fait de leur consentement est appelé *ferme, stable, & sanctum*, et passe pour Loi.

Tous les Juges du Royaume, les Barons

English Liberties 28.

Crompton's Jurist. p. 1. 4. Inst. 3.

Rushw. col. vol. 3. part. 1. p. 178.

ib. 2.

Acc. Parl.

rons de l'Echiquier, le savant Conseil du Roi, et les Maîtres en Chancellerie sont mandés pour être présents et assister dans la Chambre haute du Parlement, mais il n'y ont point voix délibérative, ils sont cependant quelques fois joints aux Comités des Lords.

Chaque Anglois est supposé y être présent, soit en personne soit par Procureur de quelque rang, condition et qualité qu'il soit; depuis le Prince (Roi ou Reine) jusqu'au moindre Sujet d'Angleterre; et le consentement du Parlement passe pour être celui de chaque individu.

Autrefois les Lords et les Communes du Parlement siégeoient dans la même Chambre, mais ensuite ils furent mis dans des appartements distincts, et ce fut à la requisiion des Communes; cependant ils ne forment encore qu'une même Cour. J'ai vu les régistres de tout ceci, un du temps d'Henry I. lorsqu'ils siégeoient tous ensemble et où il est fait mention des degrés de leurs places, ainsi qu'un autre du temps d'Edouard III. 39.

Qui que ce soit ne doit siéger dans la grande Cour du Parlement à moins qu'il n'y ait droit; car ce n'est pas simplement une offense personnelle dans celui qui y siége sans autorité mais une offense publique contre la Cour du Parlement et conséquemment contre tout le Royaume.

On

On doit observer que plus la Chambre est nombreuse plus les succès sont grands en Parlement. A un Parlement des Lords spirituels et temporels qui se tint la 7e. année du règne d'Henry V. il ne parut que trente Lords; aussi ne se passa-t-il qu'un Acte de peu d'importance, mais dans la 50e. Année du règne d'Edouard III. tous les Lords comparurent en personnes et pas un par Procureur, aussi se fit-il tant de bonnes choses que ce Parlement fut appelé bon, *bonum Parliamentum*.

Le Parlement ne peut pas s'ouvrir au jour indiqué par les ordres qu'en présence du Roi en personne ou par son représentant.

La personne du Roi peut-être représentée par Lettres Patentes sous le grand Sceau adressées à certains Lords en Parlement qui les autorisent à ouvrir le Parlement ou à le proroger.

Quand un Parlement est appelé et siége et qu'il est dissout sans passer aucun Acte, ou sans rendre jugement, ce n'est point une Session de Parlement, mais une convention.

Il est prouvé par plusieurs exemples qu'il n'a jamais été présenté un bon Bill, ou fait une bonne motion en Parlement, dont mention ait été faite sur le registre, qui n'ait réussi dans un tems ou dans l'autre

Asc. Parl.
3. Smyth's
common
wealth 74.

Towns.
coll. 5. 6.
vid. Cromp-
ton 1.

2. Bulstro.
173. Voyez
Cotton's re-
cords 12. 13
248.
Post. 60.

4. Inst. 45.

4. Inst. 8.

ib. 6.

ib. 7.

ib. 28.

ib. 29.

l'autre, quoiqu'il n'ait pas été adopté dans le principe.

Les matières du Parlement ne doivent point être réglées par la Loi Commune.

Si les fautes faites en Parlement ont été punies ailleurs il sera sensé que ç'a été par erreur.

Les Juges sont incompetents à juger d'aucune Loi, Coutume ou Privilege du Parlement.

Les Juges en Parlement sont, le Roi ou la Reine, les Lords temporels ou Spirituels et les Communes représentés par les Chevaliers, Citoyens et Bourgeois des Comtés, Cités et Bourgs; eux tous ou la plus grande partie d'eux, avec la sanction du Roi d'alors, doivent être d'accord sur la formation des Loix.

C'est l'usage équitable et constant du Parlement d'obliger la partie accusée de venir se défendre, et si elle s'enfuit, de faire proclamer dans les Comtés que si elle ne comparoit pas à tel jour tel ou tel jugement sera prononcé contre elle.

Ce qui est fait par l'une ou l'autre Chambre, suivant la Loi et l'usage Parlementaire, est proprement et aux yeux de la Loi, un Acte de tout le Parlement; et ce qui concerne l'une doit nécessairement concerner le tout, non pas simplement par une conséquence, mais par un

Sir Rob.
Atkins ar-
gument, &c.
14.

Seld. Jodic.
95.

Sir Tho.
Smith's
commentw.
74.

un intérêt immédiat, puisqu'elles ne sont qu'un entier.

Les trois états du Parlement ne sont qu'un seul corps et corporation: tous leurs pouvoirs et privileges sont en droit foi et en titre les mêmes *per my & per tout* et appartiennent à tout le corps Parlementaire; quoique dans l'exercice d'iceux et quelquefois dans la reclamation, ils soient distingués; et que dans l'usage qu'ils en font ils soient à plusieurs égards divisés.

Tous ces Etats en Parlement n'ont qu'un même nom tel que *commune concilium regni, magna curia*, et ne sont qu'un seul corps politique. Fincux Juge en Chef dit que le Parlement, suivant la loi commune, est formé du Roi, des Lords & des Communes & qu'ils ne sont qu'un corps incorporé.

Les libertés et franchises du Parlement, en droit foi, sont les mêmes, et dues aux deux Chambres, car les deux sont le Parlement.

Knyghton un de nos meilleurs historiens, démontre bien les fins pour lesquelles on assembloit autrefois les Parlements, en disant, *quod ex antiquo statuto et consuetudine laudabile et approbata, &c.* que par un ancien Statut et une coutume louable et approuvée, ce que personne ne peut nier, le Roi étoit tenu d'assembler

ib. 24. 41.
§1. 55. voy.
Kell. St. 2.
& 3. E. 6.
c. 36. pref.

ib.

ib. 55.

Knyghton
de eventibus
Anglie, L.
5. f. 2681.
Col. 1. 2.
Pelly's
rights &c.
in pref. p.
43. 44. Hol-
linga. fol.
1055. col.
1.

d'assembler une fois l'an les Lords et les Communes dans la Cour de Parlement, qui étoit la plus haute de tout le Royaume *in quâ omnis æquitas relucere debere absque qualibet scrupulositate vel notâ, tanquam sol in assensu meridiei: ubi pauperes et divites pro refrigerio tranquillitatis et pacis, et repulsione injuriarum, refugium infallibile quærere possent, ac etiam errata regni reformare et de statu et gubernatione regis et regni cum sapientiori concilio tractare; ut inimici regis et regni intrinseci, et hostes extrinseci destruantur et repellantur, qualiter quoque onera incumbencia regi et regno levius ad Ediam communitatis supportari potuerunt, c'est-à-dire, dans laquelle Cour l'équité doit briller sans aucun nuage comme le Soleil en plein midi: où les pauvres et les riches peuvent en tout temps trouver un remède infallible pour jouir de la paix et de la tranquillité et repousser l'oppression, où les abus du Royaume sont réformés et où l'on traite le plus sagement de ce qui concerne l'état et l'administration du Roi et du Royaume et où l'on considère comment on prélèvera les dépenses nécessaires aux deux, avec le plus de facilité pour le peuple.*

Minshieu dans son Dictionnaire Etymologique verbo *Parliament* dit, dans

Mais ces
six degrés
n'ont jamais

un monument d'antiquité, voulant désigner l'ancien (*modus tenendi parliamentum*) mode de tenir le Parlement du temps d'Edouard, fils du Roi Etheldred, qui, suivant la note, fut donné par les plus discrets du Royaume à Guillaume le conquérant et par lui accordé, il y est dit que le Parlement étoit formé de six rangs ou degrés comme suit, *Rex est caput, principium et finis parliamenti, et ita non habet parem in suo gradu: et sic a rege solo primus gradus est. Secundus gradus est ex Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, per Baroniam. Tertius gradus est de Procuratoribus cleri. Quartus gradus est de comitibus, Baronibus, et aliis Magnatibus. Quintus gradus est de Militibus Comitatum. Sextus gradus est de Civibus et Burghensibus: et ita est Parliamentum ex sex gradibus.*

En ancien temps tout le Parliament se faisoit en un seul, et la séparation fut per le desir del commons, mes nient obstant ils font forsque un mese; j'en ai vu un record, 30. H. 1. de leur degrees et seats, 39. E. 3. per Choke ch. Inst.

On croit généralement que le Parlement entier siégeoit ensemble dans une même Chambre avant le règne d'Edouard III. et qu'alors le bas Clergé faisoit partie de ce corps sans aucun doute; mais lorsque

été regardé
comme faisant
fix état du
Parlement.

Rolls 1.
Report fol.
18. ante. 54

Reform'd
vol. 2. P.
49.

lorsque les Lords et les Communes se rent séparés, le Clergé siége dans deux Chambres et accordeoit des subside comme les laïcs.

1. inst. Le Lord *Coke* Juge en Chef dit que le
Sess. 164. Parlement est la Cour la plus grande et la plus honorable d'Angleterre et qu'elle est absolue, qu'elle consiste du Roi, des Lords du Parlement et des Communes, que les Lords y sont de deux espèces, spirituels et temporels, et les Communes de trois, les Chevaliers des Comtés, les Citoyens des villes et les Bourgeois des bourgs.

Dans la grande Cour du Parlement le corps entier du Royaume et chaque Membre d'icelui, soit en personne ou par procureur, d'après une libre élection, est sensé personnellement présent conformément aux Loix du Royaume. 1. *Jacques* I. c. 1.

Sir *Edouard Cook* dans son épître sur le 5^{me} rapport, dit, qu'il y a trois fins principales dans cette grande et honorable assemblée des trois Etats : la 1^{re} que le sujet soit empêché de commettre des offenses, c'est-à-dire, que les crimes soient réfrainés par de bonnes et sages Loix, et par une bonne exécution d'icelles. La 2^{de} que les hommes puissent vivre en sûreté et en paix, et la 3^{me} que'ils puissent tous avoir justice au mo-

yen

yen de Loix certaines et de jugemens intègres ; c'est-à-dire, que cette grande Cour doit, pour la meilleure administration de la justice, expliquer les doutes et les défauts des Loix et les rendre certaines, afin que les questions de droit puissent être bien jugées. Cette Cour étant la Cour la plus souveraine du Royaume fait partie des Loix communes et dans certains cas procède légalement et en conformité au cours ordinaire de la Loi commune.

La Chambre des Lords ne peut exercer aucune autorité comme Chambre du Parlement ou comme Cour d'erreur, sans que la Chambre des Communes existe en même temps. Les deux Chambres doivent être prorogées et dissoutes ensemble.

En loi, les Parlements doivent être fréquents. Avant la conquête (comme on l'appelle faussement) les Parlements devoient se tenir deux fois l'année, comme il paroît par les Loix du Roi *Edgar*. Le Roi *Alfred* l'ordonna pareillement ainsi. Il fut réglé par le Statut de la 4^{me} année d'*Edouard* III. c. 14, qu'ils ne se tiendroient plus qu'une fois l'année, et plus souvent, si le besoin le requeroit.

Et dans la 36^{me} année d'*Edouard* III. c. 10. qu'ils se tiendroient une fois l'année

Sir Rob.
Atkin's arg.
fol. 51.

ib. 59.

née, mais sans la condition, et *plus souvent* *file cas* le requeroit. Ces actes furent continués par le Statut de la 16me année de Charles II. c. 1. et il fut de plus déclaré et statué que la tenue des Parlements seroit au moins tous les trois ans.

Flow. com.
398. 11.
col. 14.

Le Parlement est une Cour de beau coup d'honneur et de justice, dont personne ne doit imaginer rien de deshonorable.

Le Parle-
ment ne
peut point
faire de tout
6. col. 87.
Sir Rob.
Atkin's arg.
60.

Une offense commise en Parlement, est ce qu'il y a de plus criminel; mais plus elle est considérable plus est de son ressort judiciaire. Cette Cour est munie du pouvoir de punir les plus graves offenses et les coupables de la plus haute qualité.

Flow. com.
797. 9. col.
106.

Un Parlement peut errer, car ils ne sont pas infailibles, mais la loi a remédié à ces erreurs et a pourvu un moyen de les rétablir, en ce qu'un Parlement subséquent peut réformer les erreurs d'un Parlement précédent.

ib.

Dire qu'ils seront partiaux, injustes, corrompus et feront une chose par pure malice c'est une infamie contre toute la nation qu'ils représentent.

ib.

Si quelque Membre commettoit une offense quelconque en Parlement; et seroit une grande infraction de leur droit et privilège de la part de quiconque, ou de quelque Cour que ce soit, d'en prendre connoissance, jusqu'à ce que la

Voyez Huf-
band's col.
ante. p. 1.
et p. 67.

Chambre

Chambre elle même ait puni le coupable ou l'ait renvoyé à être puni suivant le cours légal de la Loi, autrement ce seroit rendre coupable la Cour la plus éminente et l'accuser d'injustice.

ib. 61.

Leurs droits et privilèges s'étendent si loin que non seulement ce qui est fait dans la Chambre pendant la tenue du Parlement, mais encore tout ce qui est fait à leur égard ou en conséquence de leurs ordres, pendant le Parlement, ne peut être puni que par eux ou par un Parlement subséquent, quoique fait hors de la Chambre.

L'une et l'autre Chambre est en général toujours si attentive à tenir une bonne correspondance avec l'autre Chambre, que lorsqu'un bill a passé dans l'une ou l'autre des dites Chambres et est renvoyé à l'autre, il passe presque toujours et il n'est ni rejeté ni changé, sans de grandes raisons, après mure délibération; et sans ordinairement avoir demandé et qu'il y ait eu une conférence à ce sujet; afin de satisfaire la Chambre d'où venoit le bill sur la nécessité de le rejeter ou de le changer.

Sir Simon
D'Ewes
Journal 185.

Pessima gens humani generis abhorre toujours un Parlement, et la raison en est évidente; c'est qu'ils savent bien qu'ils seront tenus de rendre un compte impartial

Preface to
Pety's Mis-
cel. Parle-
mentar.

impartial et stricte et punis suivant l'exigence de leur cas.

ib. Le Lord Bacon dit à Sir *Lionel Cranfeild* lorsqu'il fut fait Trésorier, qu'il lui recommandoit ainsi qu'à tous les autres grands Officiers de la Couronne de ne pas oublier, *qu'il se tiendrait au Parlement.*

Petyt's Mis. cel. Parl. 6. vide. O. romp. Jur. 16. Le Roi ne paroît dans aucun tems avec plus de Majesté que dans le tems du Parlement, où le Roi, comme tête et les autres comme Membres ne forment ensemble qu'un corps politique, en sorte qu'une injure faite pendant ce tems au moindre Membre de la Chambre est jugée comme étant faite à la personne du Roi et à toute la Cour du Parlement.

ib. La prérogative du Parlement est si grande que tous actes ou procédures émanés d'une Cour inférieure tombent et sont place à ceux de cette Cour comme étant la souveraine.

Fortescue 40. Les Statuts en Angleterre sont faits non seulement avec le bon plaisir du Roi mais avec aussi le consentement de tout le Royaume, en sorte qu'ils ne peuvent procurer que le bien du peuple et nullement son détriment.

ib. On ne peut que penser qu'ils sont pleins d'esprit et de sagesse en voyant qu'ils sont faits non pas par un seul homme, ou par une

une centaine de sages Conseillers seulement, mais par plus de trois cents hommes sçavants (actuellement 558) qui sont choisis librement par le peuple.

Les actes du Parlement sont faits avec tant de gravité, de sagesse, et avec un consentement si général de tout le Royaume pour le plus grand avantage public, qu'ils ne peuvent être abrogés par les termes généraux et ambigus d'un acte subséquent.

On a proposé des actes de Parlements pour tourmenter les sujets du Roi pour des paroles, mais l'écriture sainte ne veut pas que les hommes soient regardés comme criminels pour une parole.

Un proviso dans un acte n'est pas une décision de ce qu'étoit la loi auparavant, car ils ne sont souvent ajoutés que pour la satisfaction de ceux qui ne connoissent pas la Loi.

Le Roi d'Angleterre, ne peut, ni par lui même ni par ses Ministres, imposer aucune taille ni impôt sur les sujets, ni changer leurs Loix ou en faire de nouvelles sans le consentement de tout le Royaume en Parlement.

11. co. 63.
Fortescue
c. 18. c. 40.

1. mod. rep.
234

1. Siderf.
155.